

Royaume du Maroc

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction des Etudes et des Prévisions
Financières

Rapport d'activité 2009





M. Mohamed CHAFIKI

Directeur des Etudes et des Prévisions Financières

Mot du Directeur

Après les fortes perturbations, engendrées par la crise économique et financière en 2008 au niveau international, l'année 2009 s'annonçait comme l'année du redressement et de la reprise. Un découplage entre la dynamique des économies développées et celles des économies émergentes a été signalé à la faveur des perspectives plus positives de croissance pour ces dernières.

Au niveau national, grâce à une dynamique de croissance soutenue et des marges de manœuvre suffisantes, l'économie marocaine a affiché une bonne résilience face aux effets de la crise, confirmée par toutes les grandes institutions internationales. Le Maroc est parmi les pays qui ont le mieux résisté à la crise financière mondiale avec une croissance de 5,3% en 2009, un des meilleurs taux de la région.

Cependant, cette crise a révélé voire a accentué des fragilités structurelles liées à une diversification insuffisante des moteurs d'exportation, à une fragilité potentielle de certains moteurs domestiques, au faible niveau de productivité et de compétitivité. Des points de vigilance en relation avec le ralentissement des moteurs d'exportation dans un contexte européen difficile et avec la détérioration de la balance courante, interpellent une vigilance soutenue.

Dans ce contexte, la Direction des Etudes et des Prévisions Financières (DEPF), de par ses missions, a consolidé ses efforts d'analyses, de veille et d'évaluation pour contribuer, à travers ses réflexions et sa logique fédératrice de travail, à apporter les réponses nécessaires aux différentes questions soulevées.

La DEPF a également consolidé ses travaux déjà entamées et a lancé de nouvelles réflexions pour faire aboutir les différents objectifs dictés par son Plan d'Action Stratégique et celui du Ministère.

En effet, l'année 2009 a été marquée par le renforcement et la dynamisation des actions transversales, en participant à l'élaboration de la Loi de Finance 2010, à travers

l'élaboration du cadre macroéconomique qui sous tend le PLF, du Rapport Economique et Financier 2010 et du Rapport de Budgétisation Sensible au Genre 2010.

La DEPF a veillé également à l'affinement de certaines thématiques s'intéressant aux grandes préoccupations nationales en liaison avec les finances publiques, la compétitivité, l'attractivité des IDE et l'évaluation des actions publiques.

La Direction a été pionnière dans ses réflexions autour de la question de la région, et a conduit plusieurs études liées notamment à la contribution des régions à la création de la richesse nationale, à la spécialisation et à la concentration industrielle des régions ainsi que les études monographiques des régions économiques.

2009 a été aussi une année de développement des projets d'appui, tout particulièrement au niveau de la collecte de l'information et de mise à jour de la base de données MANAR afin de répondre, avec célérité et pertinence, aux différents besoins informationnels. Le perfectionnement des outils de modélisation était également une priorité ainsi que la redynamisation du processus de programmation stratégique à travers le lancement des travaux relatifs au Système Intégré de Gestion et d'Evaluation des Projets (SIGEP), au profit et en concertation avec toutes les directions du Ministère.

La conduite des projets, travaux, réflexions au sein de la DEPF témoigne de la détermination et de l'engagement ferme des femmes et des hommes de cette Direction pour réaliser au mieux leurs tâches et contribuer positivement, au service de notre pays, à soulever tous les défis et challenges.

Relever les défis requiert plus d'efforts et d'engagement de nous tous car la compétence est individuelle mais l'intelligence est certes collective.

INTRODUCTION	4
--------------------	---

PARTIE I : DYNAMISATION DE L'ACTION TRANSVERSALE DE LA DIRECTION

1. Participation à l'élaboration de la loi de finances 2010.....	5
1.1. Conception du Cadre macro-économique à court et à moyen termes	5
1.2. Rapport Economique et Financier pour l'année budgétaire 2010	7
1.3. Budgétisation Sensible au GENRE.....	8
2. Projets à préoccupation commune au niveau du Ministère.....	9

PARTIE II : LA PRODUCTION DE NOTES DIVERSIFIEES ET ADAPTEES AUX ELEMENTS DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL ET INTERNATIONAL

1. Diagnostic de la croissance économique	11
2. Affinement des analyses au niveau des Finances publiques.....	13
2.1. Evaluation des impacts économiques et budgétaires.....	13
2.2. Etudes budgétaires	14
2.3. Etudes fiscales.....	15
3. Système financier	16
3.1. Evolution du marché monétaire et obligataire durant l'année 2008	16
3.2. Evaluation des impacts de la fiscalisation de certains produits de large consommation	16
4. Suivi et analyse de l'actualité économique nationale	17
4.1. Suivi de la conjoncture économique nationale	17
4.2. Veille économique.....	17
5. Analyse de la conjoncture internationale.....	18
5.1. Suivi de la conjoncture économique et financière internationale.....	18
5.2. Suivi du processus d'ouverture et de libre échange.....	19
6. Compétitivité économique.....	19
6.1. Approfondissement du diagnostic de la compétitivité extérieure.....	19
6.2. Positionnement de l'économie nationale selon certains rapports.....	20
6.3. Suivi et analyse de l'attractivité du Maroc pour les IDE	21
7. Evaluation de l'action publique	21
7.1. Analyse des politiques sectorielles rénovées.....	21
7.2. Analyse des politiques sectorielles de support	23
7.3. Evaluation des politiques sociales.....	24
8. Appréciation de la dynamique régionale.....	26

PARTIE III : DEVELOPPEMENT DES PROJETS D'APPUI

1. Mise en place du systeme integré de gestion et d'évaluation des projets (SIGEP).....	30
2. Collecte de l'information et mise à jour de la banque de données MANAR.....	30
3. Perfectionnement des outils de simulations des politiques économiques	31
4. Modernisation de la gestion des ressources humaines.....	32

INTRODUCTION

Le rapport d'activité de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières (DEPF) pour l'année 2009, s'essaie à dresser un bilan des réalisations et des actions menées, au cours de cette année, et restituer les conclusions phares des principales études et réflexions entamées au sein de la Direction. Il permet également d'analyser les progrès réalisés par la DEPF dans la réalisation de ses objectifs assignés dans son Plan d'Action Stratégique et d'en tirer les enseignements pour une meilleure convergence de ses travaux avec les orientations stratégiques et les axes prioritaires de l'action du Ministère.

Le rapport est structuré en trois parties. La première partie dresse un bilan de l'action transversale de la Direction au cours de l'année 2009, notamment lors de l'élaboration du Projet de Loi de Finance, mais également dans le suivi et l'évaluation d'impact de la crise économique et financière à travers le Comité de Veille Stratégique et les différents Comités Sectoriels sous jacents. Cette partie rappelle également les performances réalisées par l'économie nationale dans un contexte international marqué par la flambée des prix des matières premières combinée à la crise du système financier international qui s'est rapidement propagée à la sphère réelle impactant de manière différenciée l'ensemble des espaces régionaux.

La deuxième partie est consacrée à la présentation des conclusions phares des études et des réflexions menées par les équipes de la DEPF et qui corroborent les préoccupations majeures du Ministère sur des questions liées au processus d'ouverture et d'intégration du Maroc, à la croissance économique, au profil des finances publiques, à la compétitivité et à l'évaluation des politiques publiques. Cette partie s'est vue également enrichie par l'affinement des analyses de la DEPF en intégrant la dimension régionale. Cet affinement a permis, entre autre, de conforter les conclusions de la DEPF sur les questions liées au profil de la croissance et à la diversification de ses sources.

La troisième partie du rapport a trait à l'action de la DEPF en matière de renforcement et d'amélioration de ses actions d'appui. Ces actions portent essentiellement sur la redynamisation du processus de programmation stratégique, la consolidation du système d'information, l'affinement des outils de modélisation et de prévision ainsi que la modernisation de la gestion des ressources humaines dans le cadre d'une vision prospective de modernisation.

PARTIE I : DYNAMISATION DE L'ACTION TRANSVERSALE DE LA DIRECTION

Dans le cadre du renforcement de son action transversale, la DEPF a participé à l'élaboration de la loi de finance 2010 à travers l'élaboration du cadrage macroéconomique, du Rapport Economique et Financier 2010 et du Rapport sur la Budgétisation Sensible au Genre pour l'année 2010.

1. Participation à l'élaboration de la loi de finances 2010

1.1. Conception du Cadre macro-économique à court et à moyen termes

Dans le souci d'améliorer la qualité de la prévision et de renforcer la concertation entre les différentes structures de la DEPF, il a été procédé à la mise en place d'un comité de conjoncture et prévisions économiques.

Ce comité est une instance permanente de concertation et de coordination qui regroupe, sous la présidence de Monsieur le Directeur, toutes les compétences de la Direction. L'objectif étant d'améliorer la qualité de la prévision, d'éclairer les choix des hypothèses en matière de prévisions économiques et financières, d'assurer une cohérence globale entre les orientations politiques du Gouvernement et les contraintes macroéconomiques qui s'exercent sur l'économie nationale, de développer une culture de l'évaluation des résultats de prévisions et d'affiner les instruments de prévision de la DEPF.

En outre, et afin d'assurer le bon fonctionnement de ce comité, une « Matrice d'aide à la prévision » a été élaborée décrivant les attentes, en matière d'information, en termes d'indicateurs conjoncturels, de mesures structurelles et sectorielles ou encore d'estimations empiriques. Cette matrice est déclinée par éléments conjoncturels, éléments d'analyse, source, agenda et par interlocuteur.

Ce Comité, devrait tenir des réunions selon un rythme régulier, soit le 2ème mercredi des mois impairs. Le comité pourrait, éventuellement, faire participer d'autres intervenants dans le processus de l'élaboration des prévisions notamment la DTFE, la DB, la DGI, l'ADII et la DEPP.

Outre les travaux de ce comité, la DEPF a entrepris, dans le cadre du comité de conjoncture économique et financière, plusieurs travaux relatifs au cadre macroéconomique durant l'année 2009. En effet, la Direction a contribué à l'actualisation des prévisions de la Loi de Finances 2009 et à l'établissement des projections pour le Projet de Loi de Finances 2010.

Ainsi, les perspectives de clôture de l'année 2009 se basent sur les comptes de la nation pour l'année 2008 et les éléments de conjoncture observés au cours des premiers mois de l'année 2009. Dans ce contexte, la croissance économique devrait s'établir autour à 5,3% en 2009 après 5,6% en 2008. Le secteur agricole devrait dégager une valeur ajoutée en hausse de 24% après 16,3% en 2008 rendue possible grâce à une production céréalière

record de 102 millions de quintaux après 51 millions de quintaux au titre de la campagne agricole précédente.

En dépit des répercussions négatives de l'évolution de l'environnement international, les activités non agricoles s'accroîtraient à un rythme modéré de 2,7%, soit un recul de 1,5 point par rapport à l'année 2008 suite à la baisse de la valeur ajoutée des activités secondaires de 0,3%, les plus exposées à l'impact de la crise. Les activités tertiaires consolident leur dynamisme et devraient progresser de 3,8%.

Dans un contexte de baisse de la demande étrangère, la croissance économique en 2009 serait de plus en plus soutenue par la demande finale intérieure suite à l'excellente campagne agricole, la mise en œuvre des dispositions du dialogue social et la progression continue des crédits accordés à l'économie. Toutefois, les exportations nettes continueraient de dégager de faibles performances.

La consommation finale des ménages résidents en valeur s'accroîtrait de 7,1%, notamment sous l'effet de l'amélioration de leur revenu brut disponible ainsi que de leur pouvoir d'achat, du dynamisme du marché d'emploi, du maintien du taux d'inflation à un niveau modéré et de la hausse des crédits à la consommation.

La Formation Brute de Capital Fixe serait en hausse de 7,1% profitant particulièrement de l'expansion de l'investissement public (135 milliards de dirhams) en hausse de 16% par rapport à 2008.

Les échanges extérieurs du Maroc seraient affectés par la baisse de la demande mondiale adressée au Maroc. Ainsi, la valeur des exportations de biens serait en baisse de 26,7% contre un recul de 19,9% pour les importations. Au terme de l'année 2009, le déficit commercial serait de 19,5% du PIB au lieu de 24,3% en 2008.

Impacté par l'atonie de l'économie des principaux pays partenaires du Maroc et de la recrudescence du chômage dans ces pays, les transferts des Marocains Résidents à l'Etranger et les recettes de voyage devraient s'inscrire en baisse respectivement de 8,1% et 6,3%. Le déficit du compte courant de la balance des paiements devrait s'améliorer pour se situer autour de 4% du PIB en 2009.

En dépit d'un environnement international peu favorable, l'activité économique au Maroc devrait enregistrer un ralentissement en 2010 sous l'effet conjugué de la baisse de la valeur ajoutée agricole, après une campagne agricole record en 2009 et d'une croissance modérée des activités secondaires suite à une reprise relativement lente de la demande étrangère adressée au Maroc.

Dans ce contexte, le PIB au prix de l'année précédente devrait s'accroître de 3,5% après 5,3% en 2009 sous l'effet conjugué de la progression du PIB non agricole (y compris pêche) de 4,4% après 2,7% en 2009.

Le secteur primaire devrait enregistrer une baisse de sa valeur ajoutée d'environ 2,4% après une hausse de 23,5% en 2009 sur la base d'une campagne céréalière moyenne

de 70 millions de quintaux, d'une bonne production des cultures industrielles et maraîchères et du dynamisme de l'activité de l'élevage. La mise en place du « Plan Maroc vert » et du Plan « Ibhar » devrait contribuer significativement à l'amélioration de la productivité et la croissance du secteur primaire.

Le PIB non agricole afficherait une amélioration de sa croissance en s'établissant à 4,4% au lieu de 2,7% en 2009 sous l'effet notamment de l'impact des stratégies structurelles et sectorielles et des mesures prises par le gouvernement vis-à-vis des secteurs touchés par la crise économique.

En effet, le secteur secondaire devrait afficher une croissance de 4,5% en 2010 après une baisse de 0,3% une année auparavant suite notamment au développement de certaines branches industrielles, du BTP, de l'énergie et des mines.

Quant au secteur tertiaire, il resterait bien orienté en 2010 et sa valeur ajoutée connaîtrait une hausse de 4,3% sous l'effet notamment du commerce intérieur qui bénéficierait des mesures du plan «Rawaj», de la consolidation des activités des télécommunications et des services rendus aux entreprises, de la relance de l'activité et des transports et de l'amélioration des services financiers. S'agissant du secteur touristique, il devrait tirer profit des mesures prises dans le cadre du plan «cap 2009 ».

1.2. Rapport Economique et Financier pour l'année budgétaire 2010

L'élaboration du Rapport Economique et Financier 2010 est intervenue dans un contexte international caractérisé par l'approfondissement de la crise financière. Cette crise internationale que ce rapport analyse comme un point de rupture dans l'évolution économique récente remet en cause la doctrine libérale dominante depuis deux décennies. La crise économique et financière est ainsi abordée à travers ses impacts immédiats et les mutations profondes qu'elle engendre pour les différents pôles régionaux. Aussi tire t-il les enseignements pour le Maroc en termes de marges de manœuvre, d'opportunités et de défis à l'heure où ce pays s'efforce d'arrimer son économie aux nouvelles exigences de la globalisation de l'économie mondiale et de poursuivre sa dynamique d'ouverture conformément à ses engagement internationaux.

Le Rapport Economique et Financier analyse également les avancées appréciables constatées sur les plans économique, financier et social traduites par le gain de stabilité et de durabilité de la croissance lesquelles ont stigmatisé la résilience de l'économie marocaine, résistance confirmée par les évolutions conjoncturelles de l'année 2009 et la consolidation de la stabilité du système financier. Ces performances ont également impacté le niveau de vie des populations. Dans ce sens, le rapport souligne les acquis mais également les défis à relever pour améliorer les indicateurs de développement humain. En mettant l'accent sur la croissance économique, il n'occulte pas les fragilités et les faiblesses de l'économie marocaine amplifiées par la crise internationale et ce, malgré les avancées enregistrées. Il cerne également les enjeux et les défis auxquels est confrontée l'économie, en accordant une attention particulière aux nouveaux vecteurs de croissance. La prise en compte des disparités sociales, la nécessité de préserver l'environnement et le renforcement de la bonne gouvernance sont ainsi identifiés comme de nouvelles

opportunités à saisir afin de mieux positionner le Maroc dans l'environnement de post-crise qui requiert un nouveau modèle de développement.

Sur le plan de la politique économique et sociale, ce rapport présente les efforts fournis par le Maroc pour accélérer le processus de modernisation et de développement de l'économie engagé depuis quelques années. Le rapport présente une déclinaison des stratégies nationales à partir des mutations de l'économie mondiale et expose les principales problématiques sectorielles. Il souligne l'importance de la poursuite et de l'intensification des réformes structurelles et sectorielles ayant trait notamment aux secteurs supports et aux secteurs exportateurs, ainsi que le maintien de l'élan de modernisation des secteurs domestiques.

Ce rapport retrace globalement les efforts des pouvoirs publics en matière de modernisation du secteur financier visant à améliorer la gouvernance du marché des capitaux, à soutenir le financement des PME et à poursuivre la modernisation des institutions financières publiques. Il rappelle également la politique de développement humain visant à corriger les dysfonctionnements du marché du travail, à améliorer la performance du système éducatif et à élargir le système de protection social.

La dernière partie de ce rapport analyse les politiques fiscale et budgétaire conduites pour accompagner l'effort de croissance et de réduction des déficits sociaux. Elle soulève également la problématique de la poursuite de la cadence de l'investissement public au moment où le Maroc se doit de redoubler d'effort en matière d'investissement et de réformes pour bénéficier des opportunités qu'offrira le contexte de post-crise et ce, en dépit des marges de manœuvre non négligeables que lui permet encore la bonne tenue des finances publiques et la résilience avérée de son économie. Enfin, elle présente la loi de Finances 2010 basée sur la relance de la demande à travers, la poursuite de l'effort d'investissement public et le soutien au pouvoir d'achat des ménages, et l'accélération des réformes en faveur de la modernisation de l'économie et de la société.

Enfin, le rapport économique et financier intègre une importante annexe statistique relative aux indicateurs économiques, financiers et sociaux.

1.3. Budgétisation Sensible au GENRE

1.3.1. Rapport Genre de l'année 2010

Le Rapport Genre 2010 qui en est à sa cinquième édition cette année, illustre les progrès accomplis à plusieurs égards. L'analyse des indicateurs de performance aussi bien des budgets de fonctionnement que d'investissement, avec des propositions de gendérisation des indicateurs pour mieux mesurer les impacts des politiques publiques sur les populations cibles, constitue une réelle opportunité pour mieux évaluer les politiques publiques d'un point de vue genre. Trois nouveaux départements ministériels participent au processus de gendérisation des budgets cette année, à savoir, celui de la Communication, du Tourisme et de l'Artisanat, portant le nombre des départements ayant adhéré à l'approche à vingt cinq. Les autres départements partenaires poursuivent

l'affinement de l'évaluation des politiques mises en œuvre et l'analyse de leurs budgets d'un point de vue genre avec la mesure des progrès accomplis.

Les enseignements tirés de l'analyse des départements ministériels engagés dans le processus de budgétisation sensible au genre ont permis de mettre en relief les efforts accomplis, d'identifier les défis et de localiser les insuffisances afin de mieux les cibler pour une meilleure efficacité de la dépense publique.

Ceci permettrait, d'une part, de consolider les perspectives de la généralisation de cette approche pour l'ensemble des départements ministériels et d'autre part, d'approfondir l'analyse intersectorielle des actions menées dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme budgétaire axée sur les résultats et de développer davantage les indicateurs de performance sensibles au genre.

1.3.2. Travaux sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement

Depuis le lancement du processus des OMD en 2000, le Maroc œuvre inlassablement pour leur réalisation à l'horizon fixé. La Direction a mené une analyse de l'état d'avancement des OMD par rapport aux objectifs retenus. Globalement, cette analyse révèle que des résultats positifs ont été réalisés pour l'ensemble des OMD. Des variations toutefois ont été enregistrées en termes de rythme de réalisation par rapport à chaque objectif.

2. Projets à préoccupation commune au niveau du Ministère

Examens des impacts de la crise financière mondiale sur l'économie nationale

Dans la logique de soutien à la croissance qui a présidé à l'élaboration de la Loi de Finances mais aussi conscient d'un impact retardé de l'ampleur de la récession économique mondiale et de ses retombées sur les économies de nos principaux partenaires (France, Espagne), le Gouvernement s'est empressé de mettre en place un Comité de Veille Stratégique.

Ce comité composé de responsables au premier plan émanant du secteur public, du secteur privé et du secteur bancaire instaurant par là une confiance entre le monde des affaires et les pouvoirs publics, a pour mission de mettre en place des mécanismes de concertation et de réactivité en prise directe avec les réalités du terrain et de définir des mesures appropriées, ciblées et proactives. Des comités sectoriels composés de représentants du secteur public et privé, renforceront les capacités de proposition, d'opérationnalisation et de suivi, en coordination avec le Comité de Veille Stratégique. Le comité est également une force de proposition pour le gouvernement en vue de mieux préparer notre pays à l'après crise, en identifiant les opportunités et les réformes qu'il faudrait accélérer.

De part ses attributions, la direction a recentré ses activités pour un meilleur suivi-évaluation de cette crise et un accompagnement des travaux du CVS. Au préalable, une attention particulière a été accordée à l'élaboration d'études portant sur des diagnostics plus approfondis des secteurs concernés. Ces études ont porté sur le textile-habillement dont l'analyse a permis de mettre en relief un ensemble de fragilités structurelles, ainsi que les secteurs de l'automobile, de l'électronique, et du tourisme.

De même, un dispositif de suivi des secteurs touchés, à travers un ensemble d'indicateurs pertinents, a été mis en place. Des outils de veille ont été également développés notamment, des notes de veille permettant, d'une part, de s'enquérir de l'évolution des secteurs au niveau international et en particulier au niveau des principaux débouchés du Maroc, et d'autre part, de suivre de très près les performances des principaux concurrents du Maroc.

Par ailleurs, une attention particulière a été accordée au suivi des secteurs porteurs de croissance liés au marché intérieur, et ce en vue d'optimiser les conditions de création de richesse et d'emploi dans ces secteurs. Il s'agit notamment du secteur de l'immobilier érigé, dans le cadre des travaux du CVS, comme secteur prioritaire vu son poids économique et social. Dans ce cadre, une étude a été menée, dans le cadre des travaux du comité sectoriel « Immobilier/construction » à travers l'élaboration, d'une grille d'indicateurs de monitoring régionalisés et un ensemble de notes portant notamment sur les problématiques du secteur et les voies stratégiques pour son développement.

PARTIE II : LA PRODUCTION DE NOTES DIVERSIFIÉES ET ADAPTÉES AUX ÉLÉMENTS DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL ET INTERNATIONAL

La DEPF a poursuivi, en 2009, ses efforts en matière d'analyses et d'études en se penchant sur des questions liées essentiellement à la problématique de la croissance au Maroc et du cadrage macro-économique, au profil des finances publiques et du système financier, à la problématique de la compétitivité, l'attractivité et du positionnement de notre économie ainsi qu'à l'évaluation de l'action publique.

1. Diagnostic de la croissance économique

Plusieurs travaux ont été réalisés dans ce sens. Ils ont porté sur :

La datation du cycle des affaires de l'économie marocaine. L'objectif de ce travail étant de décrire la séquence des phases d'expansion et de récession à travers la datation des points de retournement (pics et creux). Il vise, par ailleurs, à évaluer le degré de synchronisation du cycle marocain avec ceux des principaux partenaires européens en l'occurrence la France, l'Espagne, la Belgique et l'Italie.

Les résultats ont fait ressortir que, contrairement aux décennies précédentes où la croissance économique évoluait en dent de scie conjuguée à des phases d'expansion rapidement interrompues, l'activité économique nationale s'est inscrite depuis l'année 2001 dans une phase d'expansion record de 31 trimestre et ce, en dépit des années de sécheresse et des perturbations économiques constatées au niveau mondial.

Les gains de stabilité et de durabilité enregistrés au cours de ces dernières années tiennent pour une grande partie à l'amélioration de la conduite de la politique économique et de la qualité des dispositifs institutionnels, à l'appui aux gisements sectoriels de croissance économique liés à l'industrie, aux services, au commerce intérieur et au tourisme ainsi qu'à la dynamique d'investissement et de la consommation privée.

Par ailleurs, l'analyse du degré de synchronisation avec les cycles des principaux partenaires européens montre que le cycle marocain évolue selon un comportement procyclique avec la France, l'Espagne et la Belgique. Il s'avère également que les cycles de ces trois pays devancent celui du Maroc d'un à deux trimestres. Concernant l'Italie, le cycle marocain semble afficher, bien que la corrélation soit non significative, un comportement contracyclique et un décalage temporel avancé de 4 trimestres.

Le profil des agents économiques a été également étudié. Il s'agit notamment de mettre en description la configuration du profil des secteurs institutionnels à savoir les sociétés financières et non financières, les ménages et l'administration publique. L'analyse s'est effectuée en termes d'apport à la création de la valeur ajoutée, de rémunération des facteurs de production et de formation des revenus et d'épargne.

Les résultats révèlent que l'essentiel de la valeur ajoutée est créée par les ménages et les sociétés, 83,4% en moyenne sur la période 1998-2007 et que l'excédent brut d'exploitation s'accapare 64,4% du total de la valeur ajoutée de l'économie contre 34,6%

pour la rémunération des salariés et 1% pour les autres impôts nets des subventions sur la production.

Par ailleurs, la part des services dans la consommation des ménages s'est améliorée au détriment des dépenses traditionnelles, reflétant ainsi une tertiarisation de leur consommation. De même, le BTP et l'industrie sont demeurés la principale composante de l'investissement avec une contribution avoisinant les 50 et 40% respectivement contre 6% pour les services et seulement 3% pour l'agriculture. L'investissement des SNF représente à lui seul plus de 54% de l'investissement total contre 33,8% pour les ménages, 11,3% pour les APU et 0,6% pour les SF.

Sur le plan des revenus, le RNDB a été multiplié par 1,7 entre 1998 et 2007. Le RDB des ménages représente en moyenne 67% du RDB total contre 19,3% pour les APU, 11,7% pour les SNF et 1,9% pour les SF. L'épargne brute nationale a été multipliée par 2 entre 1999 et 2007. L'essentiel de cette épargne est généré par les SNF et les ménages avec des parts moyennes de 43,1% et 42,5% respectivement. Les ménages et les SF sont seuls à présenter structurellement une capacité de financement. Alors que les SNF sont structurellement en besoin de financement.

Essai d'estimation de la croissance potentielle de l'économie marocaine.

L'objet est de présenter quelques estimations quantifiées du potentiel de croissance de l'économie marocaine sur la période 1980-2008. Pour ce faire, il a été procédé à une multitude de méthodes d'estimation qui se divisent en deux familles à savoir l'approche statistique visant à extraire la tendance de la série de PIB observée et l'approche économique qui repose sur l'évaluation d'une fonction de production agrégée de l'économie.

Les résultats font ressortir que la croissance potentielle a montré, durant la période 1980-2008, des mouvements d'une amplitude se situant dans une fourchette de 2,3 à 5,7% et une croissance annuelle moyenne de 3,7%.

Les évolutions par sous-périodes révèlent une croissance potentielle moyenne de 4,2% durant les années quatre-vingt et qui a fait l'objet d'un recul sur la décennie suivante, perdant près de 1,2 point de pourcentage. Quant à la dernière décennie, elle a été marquée par un saut significatif de la croissance potentielle qui est passée de 3,9% en moyenne entre 2001 et 2004 à 5,4% entre 2005 et 2008, soit une moyenne de 4,6%. Cette croissance était de l'ordre de 5,7% en 2008 et 5,5% en 2007 contre 5,6% et 2,7% pour la croissance effective.

Une étude sur le comportement des variations de stocks et leurs répercussions sur l'activité économique au Maroc a été aussi élaborée. L'objectif étant de jeter un regard sur le comportement des variations de stocks et leurs répercussions sur l'activité économique au Maroc. Il s'agit plus particulièrement de mesurer la contribution des variations de stocks à la volatilité du taux de croissance du produit intérieur brut et de vérifier si ce poste joue un rôle amplificateur ou tampon.

Les résultats obtenus révèlent que trois phases de l'évolution intrinsèque des stocks peuvent être distinguées. La première correspond à la période 1998-2000 durant laquelle les stocks ont accusé une forte chute plus particulièrement au niveau des produits primaires et des produits chimiques et parachimiques. La seconde phase, qui s'étale sur la période 2001-2004, a connu un amorcement du processus de stockage boosté principalement par l'agriculture, chasse et services annexes, l'industrie d'extraction et le bâtiment et travaux publics. La troisième phase, quant à elle, s'est caractérisée par une quasi-stagnation de ce poste entre 2005 et 2007.

Par ailleurs, les variations de stocks ont manifesté un comportement amplificateur sur la période 1998-2008. L'analyse par sous-période fait ressortir en effet amplificateur entre 2000 et 2008 contre un effet tampon au cours de la décennie 1990.

S'agissant des facteurs susceptibles d'influencer le comportement des variations de stocks. Il s'est avéré que la demande hors stocks courante et retardée, la production céréalière et le taux d'utilisation des capacités productives ont eu un impact positif sur les variations des stocks au cours de la période d'étude. En revanche, le prix de pétrole a impacté négativement ce poste.

2. Affinement des analyses au niveau des Finances publiques

La question des finances publiques occupe une place de choix dans les analyses de la DEPF. Les thèmes traités en 2009 ont porté essentiellement sur des études d'impact et des prévisions des finances publiques, des études budgétaires (les contraintes et les défis de la masse salariale, la soutenabilité et l'orientation de la politique budgétaire) et des études fiscales (la contribution des sociétés cotées et des sociétés financières aux recettes de l'impôt sur les sociétés, la contribution sectorielle à la formation des recettes de TVA).

2.1. Evaluation des impacts économiques et budgétaires

La DEPF a procédé en 2009 à une évaluation des effets redistributifs de la réforme de l'impôt sur le revenu. Les mesures envisagées pour l'IR occasionnent pour le budget de l'Etat ex ante (avant effets de retour) un manque à gagner dépassant 4,5 milliards de dirhams en 2009, soit 0,6% du PIB.

Sur le plan économique, cette baisse se traduit par une augmentation des revenus disponibles, ce qui engendre, à court terme, un surcroît de consommation voire d'activité économique. Du côté de l'offre, cette mesure a pour effet de réduire le coin social et fiscal. Aussi, la baisse du taux marginal de l'IR devrait-elle se traduire par des retombées positives sur l'offre de travail.

L'IR influence de façon significative le pouvoir d'achat des ménages. Sa baisse aura un effet direct sur l'augmentation de la demande de main d'œuvre. Compte tenu de la mobilité du facteur travail, une modification des coûts relatifs se produit en faveur de ce facteur dont le coût devient plus faible. Ceci se traduit par une hausse de la rémunération du travail de 0,3% et par une sensible augmentation de sa productivité. Ceci engendre une amélioration de l'activité économique équivalente à 0,4% du PIB et une création de plus

de 32.000 emplois compte tenu des ajustements du marché du travail, soit un accroissement de 0,3% par an. Les effets de retour sur les finances publiques seraient positifs mais limités, car, cette mesure sera autofinancée à hauteur de 10% du coût initial.

2.2. Etudes budgétaires

Les principales études budgétaires menées en 2009 ont concerné la masse salariale ainsi que la soutenabilité et l'orientation de la politique budgétaire.

Masse salariale : contraintes et défis

Cette étude a permis de montrer que la part des dépenses de personnel dans le PIB a progressivement baissé passant de 11,2% à 10,2% entre 2003 et 2008. Toutefois, ce taux reste supérieur à celui des économies similaires. Concernant l'écart entre les émissions et les prévisions, il s'est situé aux alentours de 3,1 milliards de dirhams ou 5,2% en moyenne sur la période 2003-2008, ce qui témoigne d'une insuffisance au niveau de la prévision de la masse salariale et donc d'une difficulté rencontrée au niveau de la maîtrise de cette catégorie de dépenses dans la mesure où l'écart des réalisations par rapport aux prévisions est généralement important pour certains départements au terme de clôture de l'exercice budgétaire. La problématique de maîtrise de la masse salariale réside dans la nécessité d'améliorer les instruments de prévision des crédits de personnel et de pouvoir apporter des réponses appropriées dans le cas de dérapage dans l'exécution de ces crédits. Ceci ne pourrait se faire de manière efficace en l'absence d'une articulation de la prévision budgétaire avec la gestion des ressources humaines et la responsabilisation des ordonnateurs.

Evaluation de la soutenabilité de la politique budgétaire

A l'instar des années passées, la DEPF a procédé en 2009 à l'évaluation de la soutenabilité de la politique budgétaire au Maroc. Cette étude a montré qu'au-delà de la maîtrise du déficit budgétaire assurée par la maîtrise des dépenses et le relèvement des recettes suite à l'amélioration de la croissance économique, la réduction du taux d'endettement passe également par la contribution d'autres facteurs quantitatifs. Ainsi, l'évolution de l'endettement est la résultante de l'effet combiné de quatre facteurs essentiels : la croissance économique en volume, l'inflation, le niveau des taux d'intérêts, le niveau du besoin de financement primaire, en plus d'autres opérations financières qui englobent, entre autres, l'effet du taux de change et la gestion active de la dette.

En considérant l'effet combiné des déterminants de l'évolution du ratio d'endettement, il ressort que la stabilisation de ce ratio exige de dégager un excédent primaire à moins que la croissance économique nominale n'excède le taux apparent de la dette publique, auquel cas un solde primaire négatif est tolérable à condition qu'il dépasse le solde primaire seuil nécessaire pour la stabilisation du ratio d'endettement.

Evaluation de l'orientation de la politique budgétaire au Maroc

La DEPF a procédé également à l'évaluation de l'orientation de la politique budgétaire au Maroc en se basant sur une méthode pour la correction du solde budgétaire des effets du cycle, largement commune à l'ensemble des organisations internationales. Cette dernière consiste à évaluer la composante conjoncturelle du solde budgétaire, à partir d'une mesure de l'écart de production.

En se basant sur cette approche, la situation des finances publiques accuse une amélioration certaine et offre des marges de manœuvre à l'avenir. En effet, le solde structurel est passé de 4,8% du PIB en 2001 à 0,8% du PIB en 2008 (réduction de 4 points du PIB), ce qui a été à l'origine de la maîtrise du solde budgétaire hors privatisation qui a été ramené d'un déficit de 5,3% du PIB en 2001 à un excédent de 0,4% du PIB en 2008, soit un ajustement budgétaire de 5,7 points du PIB. Cette amélioration a non seulement favorisé la réduction du taux d'endettement et insufflé un nouvel élan à l'investissement public mais elle a aussi permis d'assurer le financement nécessaire des réformes économiques et financières engagées par notre pays au cours des dernières années.

Toutefois, l'approche du solde structurel ne renseigne pas suffisamment sur la durabilité de l'amélioration de la situation des finances publiques. L'actualisation à la baisse des recettes fiscales pour l'exercice budgétaire 2009 et les perspectives de tassement des recettes à moyen terme ont mis à l'épreuve la caractérisation de la politique budgétaire appréciée à travers le solde structurel. Ceci impose une relecture de la situation des finances publiques sur la base d'indicateurs plus appropriés, fondés sur l'évolution structurelle liée à l'élargissement de l'assiette et à l'effort des réformes. En effet, l'indicateur de l'effort structurel révèle un relâchement imputable aux gains limités provenant des réformes et une progression des dépenses qui n'a pas pu se situer durablement au dessous de la croissance potentielle.

2.3. Etudes fiscales

Sur le plan fiscal, la DEPF s'est penchée sur plusieurs aspects dont notamment :

Contribution des sociétés cotées et des sociétés financières aux recettes de l'impôt sur les sociétés

Les principales conclusions qui découlent de cette étude révèlent que les recettes de l'IS versées par les 77 sociétés cotées à la bourse des valeurs de Casablanca se sont élevées à 9,9 milliards de dirhams en 2008, soit une hausse de 1,8% après 30,8% en 2007. En conséquence, la part des sociétés cotées dans les recettes totales de l'IS est passée à 21,4% en 2008 contre 32% en 2007. L'année 2008 a été caractérisée par la radiation d'une société et l'introduction de 5 nouvelles sociétés à la Bourse des Valeurs de Casablanca. Les recettes de l'IS versées par ces nouvelles sociétés s'élèvent à 47,2 millions de dirhams, soit 0,5% des recettes de l'IS versées par les sociétés cotées. L'analyse de la répartition sectorielle des recettes versées par les sociétés cotées en 2008 montre que 83%

proviennent du secteur des télécommunications (représenté par Maroc Telecom), le secteur bancaire, du bâtiment et matériaux de construction et de l'agroalimentaire.

Contributions sectorielles à la formation des recettes de TVA

Cette étude a permis de montrer que les recettes de la TVA demeurent fortement concentrées. En effet, en 2007, près de 65% de ces recettes proviennent de 5 secteurs, notamment le secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) avec une contribution de 26,7%, le secteur des télécoms et le secteur des industries alimentaires et tabacs avec une contribution de 10,1% chacun, le secteur de l'industrie mécanique et métallurgique avec 9,5% et le secteur de l'industrie du textile et du cuir avec 8,1%. De plus, l'évolution de ces recettes (27% en 2007) s'explique à hauteur de 17,4 points par l'évolution de ces secteurs.

3. Système financier

3.1. Evolution du marché monétaire et obligataire durant l'année 2008

Le travail consiste à examiner l'activité du marché des capitaux au niveau de ses différents compartiments, en relation, notamment, avec la conjoncture de la crise financière internationale. L'impact de cette crise s'est traduit, au cours de l'année 2008, par l'assèchement de la liquidité bancaire sous l'effet de la régression des avoirs extérieurs nets et par l'envolée de l'inflation à un niveau sans précédent au cours de la dernière décennie suite à la flambée des prix des matières premières et des produits alimentaires de base à l'échelle internationale.

Des points positifs ont été, cependant, enregistrés au cours de l'année 2008 tels que le désendettement du Trésor de plus de 6 milliards de dirhams grâce à la consolidation de la situation des finances publiques, et l'intervention de Bank Al-Maghrib pour contenir l'inflation en relevant le taux directeur de 25 points de base en mois de septembre à 3,50% et pour injecter la liquidité à travers les avances à 7 jours sur appel d'offres et les avances à 24 heures. Parallèlement, le marché de la dette privée a enregistré un développement notable tiré par les performances exceptionnelles des certificats de dépôt et des obligations privées.

Dans un tel contexte, l'accroissement de la masse monétaire s'est décéléré sous l'effet conjugué de la baisse des avoirs extérieurs et du désendettement du Trésor. Par ailleurs, le creusement du déficit de la liquidité bancaire associé à la hausse du taux directeur de Bank Al-Maghrib (BAM), pour contenir l'inflation, ont exercé une pression à la hausse sur les taux obligataires.

3.2. Evaluation des impacts de la fiscalisation de certains produits de large consommation

Cette étude fait partie des travaux envisagés dans le cadre du programme d'appui de l'Union Européenne à la réforme fiscale au Maroc. Il s'agit d'évaluer les impacts budgétaires, économiques et sociaux de la soumission à la TVA de certains produits alimentaires de large consommation (farines, semoules, lait, viandes rouges et viandes

blanches). Pour ces produits, les impacts de l'application de la TVA seront perçus sur le comportement des consommateurs et des producteurs, sur le budget de l'Etat et le bien être des populations et sur d'autres grandeurs macroéconomiques (investissement, prix, revenus, emploi, etc). Ce travail devrait apporter un éclairage sur des questions déterminantes en matière de choix de décisions relatives à la soumission à la TVA des produits de base et attirer l'attention sur les réflexions à mener en matière de mesures d'accompagnement pour tempérer ou neutraliser les incidences négatives de ces mesures sur les couches défavorisées.

4. Suivi et analyse de l'actualité économique nationale

4.1. Suivi de la conjoncture économique nationale

La Direction a mené durant l'année 2009 un suivi mensuel des effets de la crise économique à travers l'analyse de la conjoncture économique nationale, et l'analyse de certains faits marquants de l'actualité économique nationale dans le contexte de la crise actuelle.

En effet, la note de conjoncture mensuelle a analysé tout au long de l'année, le comportement de l'économie nationale en mesurant chaque mois les conséquences de la crise et les mesures de soutien adoptées sur les composantes de l'offre et de la demande, sur les échanges extérieurs, les finances publiques et sur le financement de l'économie.

De ce fait, une analyse de la conjoncture internationale qui retrace le comportement de l'environnement extérieur où évolue notre économie a été renforcée ; de Même l'analyse des finances publiques a été enrichie par l'intégration des finances locales ; par ailleurs l'inflation a fait l'objet d'une analyse plus approfondie.

4.2. Veille économique

Dans le cadre de son suivi des évolutions conjoncturelles pour détecter les retournements de tendances, le suivi de l'inflation fait partie des préoccupations de la DEPF. Ainsi, une étude portant sur l'évaluation de l'inflation par catégorie de ménages sur la période 2003-2009 a pour objet de calculer un indice des prix par classe de ménages et de mesurer l'écart par rapport à l'ICV global. L'objet de cette note est d'identifier les catégories de ménages relativement plus exposées à l'inflation du fait de leur structure de consommation ainsi que les biens et services responsables de cette surexposition relative.

Pour les besoins de cette étude, les données de l'Enquête Nationale de Consommation et de Dépenses de Ménages (ENCDM 2000/01) ont été exploitées. Ainsi, trois catégories de ménages rangées selon le critère de niveau de vie ont été retenues. Il s'agit des classes¹ modeste, moyenne et aisée. Ainsi, les données de l'ENCDM ont été

¹ La classe moyenne est constituée, selon l'étude sur les classes moyennes réalisée par le HCP, des ménages dont les dépenses de consommation se situent entre 0,75 et 2,5 fois la médiane des dépenses de consommation. La classe modeste regroupe les ménages ayant une dépense de consommation inférieure à 0,75*médiane et la classe aisée regroupe ceux ayant une dépense supérieure à 2,5*médiane.

traitées pour qu'elles reflètent les mêmes dépenses prises en compte dans le calcul de l'ICV. D'autres ajustements ont été appliqués notamment en ce qui concerne le passage de la nomenclature de l'ENCDM et celle de l'ICV. Après la délimitation de ces classes de ménages, les pondérations ainsi que les ICV catégoriels ont été calculés.

Les résultats de cette étude montrent qu'avec l'élévation du niveau de vie, la part des dépenses de première nécessité (alimentation et habitation) régresse au profit des dépenses relatives aux "transport et communication, loisirs et cultures, habillement, et aux diverses autres dépenses". Ces dépenses continuent relativement à peser lourdement sur le budget des ménages à faible niveau de vie.

Le taux d'inflation a été sur la période 2003-2008, à l'exception des années 2005, plus élevé pour les ménages de la classe modeste par rapport à ceux de la classe aisée avec des écarts significatifs pour les années 2007 et 2008. Cette situation s'explique par une augmentation des prix des produits alimentaires de 3,2% en 2007 et de 6,8% en 2008, largement supérieure au taux global d'inflation qui a atteint 2% et 3,9% au cours de ces deux années, contribuant respectivement de 1,8 et 3,8 points de pourcentage à l'inflation chez les ménages de la classe modeste. Les prix des autres groupes de produits que les ménages aisés ont tendance à consommer davantage ont augmenté plus lentement que l'indice d'ensemble. Ainsi, il apparaît que les produits alimentaires et dans une moindre mesure les dépenses d'habitation ont tendance à relever l'écart d'inflation des ménages les moins aisés par rapport aux ménages les plus aisés et que cet écart est fortement atténué par les autres catégories de dépenses notamment le transport et les communications, la culture et les autres biens et services.

5. Analyse de la conjoncture internationale

Les travaux de la conjoncture internationale au cours de 2009 se sont articulés autour de deux principaux axes, à savoir, le suivi de la conjoncture économique et financière internationale et le suivi du processus d'ouverture et de libre échange engagé par notre pays.

5.1. Suivi de la conjoncture économique et financière internationale

Dans ce cadre, la DPEF a poursuivi l'analyse mensuelle de l'évolution des marchés financiers (marché des changes, marché obligataire, bourses,...) afin d'en déduire des enseignements pour l'économie nationale.

Par ailleurs, une analyse mensuelle des tendances des cours des matières premières énergétiques, agricoles, minières a été menée afin de circonscrire les enjeux pour l'économie marocaine des développements récents sur le marché mondial des matières premières.

Egalement, la note de conjoncture nationale a été enrichie par l'analyse du contexte international dans lequel s'inscrivent les performances de l'économie nationale.

5.2. Suivi du processus d'ouverture et de libre échange

S'agissant du suivi du processus d'ouverture engagé par notre pays, plusieurs accords de libre échange conclus par le Maroc ont fait l'objet d'une évaluation régulière notamment, le Maroc - Etats-Unis, ainsi que le Maroc - Turquie et le Maroc - Emirats Arabes Unis.

Les travaux portant sur l'examen de l'évolution des relations Maroc - Union Européenne se sont poursuivis, à travers des notes relatives à l'analyse des relations du Maroc avec l'Union européenne (statut avancé, Union Pour la Méditerranée, ...). Ces partenariats offrent plusieurs opportunités au Maroc mais doivent être accompagnés par des mesures d'accompagnement pour une meilleure intégration au paysage international.

Par ailleurs, une note relative à l'intégration maghrébine a été élaborée. Elle a tenté d'évaluer le coût du non Maghreb. En effet face au blocage politique de l'Union, cette étude essaye d'explorer les opportunités et les progrès enregistrés dans les relations économiques, en l'occurrence les performances réalisées dans le transport aérien avec la Lybie, la connexion maritime avec la Tunisie, la présence renforcée des IDE marocains dans la région, etc.

De même, des fiches sur les relations de coopération et de partenariat du Maroc avec l'Espagne, la France, la Grande Bretagne et l'Afrique subsaharienne ont été établies. Les relations Maroc-africaines ont fait également objet d'évaluation. En effet, ces relations sont qualifiées d'importantes et bénéfiques mais ne sont pas suffisamment exploitées et restent à développer davantage.

6. Compétitivité économique

La compétitivité de l'économie nationale est une préoccupation constante de la Direction. Celle-ci a procédé à la réalisation d'un ensemble de travaux qui a permis de tirer d'importants enseignements relatifs aux politiques économique et commerciale à mener par notre pays en vue de renforcer la pénétration des produits marocains sur les marchés extérieurs.

Ces travaux ont porté essentiellement sur les axes suivants : l'approfondissement du diagnostic de la compétitivité extérieure du Maroc, le positionnement de l'économie nationale au niveau mondial selon certains rapports d'organismes internationaux ainsi que le suivi et l'analyse de l'attractivité du Maroc pour les investissements directs étrangers.

6.1. Approfondissement du diagnostic de la compétitivité extérieure

Dans le cadre des travaux portant sur la compétitivité économique, une étude portant sur la compétitivité institutionnelle en matière d'exportation des secteurs du textile - habillement, de l'artisanat, de l'agroalimentaire et des nouvelles technologies de l'information et de la communication a été élaborée.

Cette étude a permis de révéler un manque d'alignement ou d'intégration des politiques sectorielles engendrant une inadaptation de l'offre aux besoins des marchés, un certain niveau d'atomisation des secteurs (exploitations agricoles, mono-artisans, unités de transformation), une absence d'institutions sectorielles solides et de grandes entreprises industrielles ce qui limite la capacité d'investissement des entreprises, des coûts élevés de l'énergie freinant le développement des sous-branches et l'absence de label de qualité marocain.

En outre, une base interactive d'indicateurs de la compétitivité, déclinés en composantes de structure et de performance a été mise en place. Cette base permet de faire un diagnostic de la compétitivité marocaine à travers l'évaluation de la performance et de la structure des exportations comparativement à un échantillon de pays émergents.

L'analyse de l'évolution de la compétitivité - prix de l'économie nationale a été poursuivie à travers des bilans annuels du taux de change du dirham et des principales devises internationales. De même, La base de données « Profils institutionnels 2006 » a permis de présenter et d'analyser le positionnement du Maroc en matière de réformes institutionnelles par rapport à certains pays.

Un travail d'affinement a été réalisé afin d'identifier la demande étrangère ; pour ce faire, une note méthodologique sur la demande étrangère adressée au Maroc a été réalisée (volume, valeur et par secteur et pays). Des exercices de prévisions de la demande étrangère en volume et par pays se font annuellement en fonction de la publication des nouvelles données relatives au commerce mondial en volume. Ces données sont affinées avec une fréquence trimestrielle.

6.2. Positionnement de l'économie nationale selon certains rapports

Le positionnement de notre économie au niveau mondial en matière de compétitivité et d'attractivité fait l'objet d'une évaluation régulière par certains rapports établis par différents organismes économiques et financiers internationaux. Ces rapports font l'objet d'examen régulier au sein de la DEPF.

Il s'agit du rapport sur la liberté économique, réalisé par Heritage Foundation, Doing Business par la banque Mondiale, ainsi que le rapport du WEF relatif à l'analyse de la compétitivité globale et par région notamment en Afrique. Il relate également le positionnement du Maroc par rapport à un échantillon de pays.

The Travel and Tourism Competitiveness Index, Cet indice essaye d'évaluer un certain nombre de facteurs qui déterminent la compétitivité touristique de 124 pays à travers le monde, dont le Maroc, et explique sur la base d'une analyse comparative les différentes performances et faiblesses du secteur du voyage et tourisme de chaque pays.

The Global Information Technology Report, ce rapport, qui montre le rôle déterminant des TIC dans la promotion de l'innovation et le développement des économies évalue les progrès des pays en matière d'accès et d'utilisation de ces

technologies et, par conséquent, leur impact sur la croissance et la compétitivité de ces économies.

6.3. Suivi et analyse de l'attractivité du Maroc pour les IDE

Le suivi et l'analyse de l'évolution et des perspectives des flux d'IDE au niveau mondial et régional ainsi qu'au niveau national, par pays et par secteur, est réalisé sur la base du rapport de la CNUCED sur les investissements étrangers et des statistiques de l'Office des changes.

L'examen effectué à ce niveau a montré que la crise économique et financière n'a pas manqué d'avoir des conséquences négatives sur l'une des composantes de la croissance mondiale, à savoir les investissements directs étrangers (IDE). Les pertes enregistrées ont concerné essentiellement les économies développées. Les pays en développement et les pays en transition ont attiré par contre davantage d'IDE en 2008 et n'ont subi les effets de la crise qu'à partir du 2^{ème} semestre 2008. Ces pertes sont imputables aussi, sur le plan sectoriel, à la forte concentration des investissements dans le secteur des services financiers et des services aux entreprises.

De sa part, l'attractivité du Maroc pour les IDE en 2008 a également subi les retombées négatives de la crise économique et financière. Sur le plan géographique, les pays européens sont à l'origine de ce repli, de même que la plupart des pays arabes comme le Koweït et l'Arabie Saoudite, à l'exception, toutefois, des Emirats Arabes Unis qui a augmenté ces investissements au Maroc. Sur le plan sectoriel, et après une progression continue, le secteur touristique a connu une baisse importante en matière d'attractivité d'IDE, au moment où les IDE relatifs à l'immobilier ont continué leur progression.

Les perspectives mondiales ne sont pas favorables aux IDE à destination et en provenance des pays développés, qui devraient diminuer en 2009 à cause des effets persistants de la crise financière et de la faible croissance économique attendue dans ces pays. À moyen terme, les perspectives sont plus encourageantes. Les sociétés transnationales qui ont répondu à l'enquête « World Investment Prospects Survey » de la CNUCED s'attendent à une reprise graduelle de leurs IDE en 2010 et à une accélération en 2011.

7. Evaluation de l'action publique

Durant l'année 2009, la DEPF a poursuivi ses efforts d'appréciation de l'action publique en matière de politique économique et sociale. L'objectif recherché à travers ces travaux est de fournir des éclairages permettant de préparer la position et les décisions du Ministère sur des questions d'actualité.

7.1. Analyse des politiques sectorielles renouvelées

Agriculture

Concernant le secteur agricole, et dans le cadre du suivi-évaluation de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie agricole baptisée Plan Maroc Vert, une étude a été réalisée portant sur l'analyse de cette stratégie dans son volet régional et ce en traitant les cas des régions du Gharb et du Souss-Massa. Cette étude a permis d'examiner la déclinaison régionale de cette nouvelle stratégie et ses apports en termes de nouvelles approches d'accompagnement mises en œuvre notamment du point de vue organisationnel (approche d'agrégation), financier (mise en place de nouvelles structures régionales de financement) et en termes d'intégration et de cohérence avec les autres stratégies mises en œuvre, en particulier la stratégie de l'eau.

Eau

Pour ce qui est du secteur de l'eau, une étude a été réalisée portant sur l'examen de la gouvernance de ce secteur stratégique pour l'économie marocaine. Ce travail s'est attaché à analyser les apports de la nouvelle stratégie mise en œuvre au regard de ses enjeux et insuffisances notamment en termes de gouvernance institutionnelle, réglementaire et organisationnelle. L'analyse a porté également sur la cohérence des politiques mises en œuvre dans les différents domaines de ce secteur à savoir l'irrigation, l'assainissement et l'eau potable, et ce pour traiter les insuffisances de gouvernance relatives en particulier au développement durable et au financement.

Pêche

Quant aux projets structurants mis en œuvre dans le secteur de la pêche, une étude a été réalisée ayant pour thème le suivi-évaluation du programme MCA - Maroc. Cette étude a permis d'examiner les mécanismes prévus dans le cadre du processus de réalisation de ce programme important pour le développement de ces secteurs. Ceci dans le but d'apprécier objectivement l'état d'avancement de ce programme en termes de concrétisation des investissements programmés.

Par ailleurs, et dans un contexte marqué par la crise financière internationale, des études ont été élaborées pour cerner les effets de cette conjoncture défavorable sur certains secteurs d'exportation nationaux dont particulièrement le secteur de la pêche. Ces études, qui ont été initiées suite à des commandes issues des départements concernés, ont porté sur l'analyse du comportement de ces secteurs dans le contexte de la crise, des enjeux de ce nouvel contexte pour le développement de ces secteurs et des fragilités révélées à l'occasion de cette crise, ainsi que sur les réponses conjoncturelles et stratégiques nécessaires.

Mines

Les études réalisées dans ce sens ont porté notamment sur l'analyse de la situation du secteur des phosphates et dérivés au Maroc face aux nouvelles données mondiales. Cette étude a examiné la dynamique du marché mondial des phosphates et dérivés et a analysé les performances du secteur au niveau national, en mettant également en exergue les perspectives et les changements profonds qu'il connaît au niveau international.

Vu l'importance stratégique du secteur, la DEPF a enregistré des observations concernant la situation du secteur minier au Maroc en analysant le Mémorandum de la Fédération de l'Industrie Minière.

Industrie

Le secteur industriel joue un rôle important dans le développement économique et social de notre pays, dans ce cadre la DEPF a mené une étude portant sur l'analyse de la situation du secteur de l'industrie agroalimentaire face aux nouvelles mutations du marché mondial. Par ailleurs, une autre étude a porté sur la sous-traitance aéronautique face aux nouvelles données mondiales.

Habitat et Urbanisme

Le secteur d'habitat occupe ces dernières années une place importante dans les préoccupations gouvernementales, en effet, plusieurs exploits ont été réalisés. Toutefois le secteur bénéficie toujours d'une attention particulière vu son caractère stratégique. De ce fait, la DEPF a mené une étude portant sur l'Analyse régionale et propositions des mesures d'accompagnement.

Parallèlement, un ensemble de notes et de fiches synthétiques a été réalisé et qui a permis de préparer l'avis de la Direction sur des questions d'actualité. Il s'agit notamment et par thématique du : Secteur de l'habitat : bilan 2008 et perspectives 2009, les défis de l'habitat social au Maroc, □ regards sur le marché de l'immobilier dans les régions de Tanger, Rabat et Marrakech, Évaluation des performances du Holding Al Omrane à fin octobre 2009, Financement du logement au Maroc, Appréciation de l'évolution des prêts accordés dans le cadre du Fonds Fogarim.

7.2. Analyse des politiques sectorielles de support

Energie

Le Maroc subit une forte dépendance énergétique à l'extérieur accentuée par une conjoncture pétrolière défavorisée et fragile et un manque énergétique qui s'aggrave de plus en plus. De ce fait, la DEPF a mené une étude portant sur les énergies renouvelables au Maroc: analyse et perspectives de développement, ainsi que sur le secteur de l'électricité au Maroc et la situation de l'ONE.

L'offshoring

Dans le cadre du suivi des effets de la crise financière sur le secteur de l'offshoring, une étude a été élaborée et qui a permis d'analyser le comportement du secteur au regard de la crise à travers en premier lieu une analyse de l'évolution du secteur au niveau mondial et ensuite l'étude de la situation du secteur au Maroc, de ses points de fragilités et des enjeux qu'il présente suite à cette donnée mondiale. Une matrice de mesures d'accompagnement a été ensuite proposée.

Secteur des nanotechnologies

Le développement du secteur des nanotechnologies occupe une place importante dans le cadre de la stratégie industrielle Emergence qui le considère parmi les nouveaux métiers mondiaux du Maroc. Dans ce cadre, une étude a été réalisée et qui s'est proposée d'établir un benchmark regroupant les expériences étrangères leaders dans le secteur afin d'en tirer des enseignements pour le cas du Maroc. Ensuite, une analyse du secteur sur le plan national a été effectuée afin d'aboutir, à partir des enseignements tirés, à une série d'actions et d'axes dynamiques s'inscrivant dans une approche intégrée destinée à stimuler les progrès dans le domaine des nanotechnologies et à renforcer la place de la Recherche et Développement dans ce secteur.

Economie du savoir

Le développement de l'économie du savoir, au moyen du développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et de l'innovation technologique constitue une véritable opportunité pour élaborer et concrétiser un modèle spécifique de développement social et économique durable pour le Maroc. Dans ce cadre, une étude a été réalisée et a permis de mettre en exergue les piliers et processus de l'instauration de l'économie du savoir, d'établir un benchmarking portant sur les expériences étrangères leaders dans l'économie du savoir afin d'en tirer des enseignements pour le cas du Maroc. Elle s'est proposée également de positionner le Maroc dans l'économie du savoir en utilisant une base de données de la Banque Mondiale utilisant des indices permettant d'identifier le potentiel d'un pays pour utiliser le savoir dans son développement. Elle a présenté ensuite le processus suivi par le Maroc pour l'instauration de l'économie du savoir, et a conclu par des mesures complémentaires qui paraissent nécessaires pour l'instauration de cette économie au Maroc.

7.3. Evaluation des politiques sociales

Dans le domaine du social, les principaux travaux de la DEPF en 2009 ont concerné l'éducation et la formation professionnelle, le suivi et l'analyse du marché du travail et les classes moyennes.

Education et formation professionnelle

Les secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle ont constitué des axes prioritaires pour la direction. Concernant le secteur de l'éducation, les principales actions ont porté sur le suivi et l'analyse de l'évolution des principaux indicateurs du secteur. Le plan d'urgence « NAJAH » a fait aussi l'objet de certaines fiches qui mettent en exergue la stratégie initiée par le Gouvernement en matière de modernisation du système éducatif, d'amélioration de son efficacité et de sa réactivité par rapport aux besoins en ressources humaines exprimés par les différents secteurs de l'économie et de la société.

Au niveau du secteur de la formation professionnelle qui constitue aujourd'hui un enjeu majeur dans l'acquisition du savoir faire et des compétences nécessaires au développement des entreprises et un accompagnateur des secteurs porteurs de croissance

et de création d'emplois, la direction a élaboré une note sur la carte de la formation professionnelle émanant des besoins et des priorités de l'environnement économique et social de chaque secteur et chaque région.

Suivi et analyse du marché du travail

Dans le domaine de l'emploi, les actions programmées ont trait essentiellement au suivi des indicateurs du marché du travail au Maroc qui connaît depuis quelques années une transformation profonde sous l'effet de facteurs démographiques et économiques marquée par la baisse historique du taux de chômage en dessous de 10% à l'échelle nationale. D'autres travaux ont été effectués pour l'analyse de l'évolution conjoncturelle du marché du travail et les créations d'emploi au Maroc entre 2002 et 2008.

En relation avec les mutations démographiques et ses impacts sur la question de l'emploi, la direction a réalisé un document de travail qui analyse la situation de l'activité chez la population marocaine et en particulier chez les femmes. Ce travail a permis de recenser les déterminants de la population active et de relever les facteurs explicatifs de la tendance baissière du taux d'activité notamment chez les femmes.

La direction s'est également intéressée à la question de l'emploi des jeunes à travers la réalisation d'une note sur les enjeux de l'emploi à l'épreuve des mutations structurelles et des impacts de la crise pour le cas du Maroc.

Classes moyennes

Suite au Discours Royal qui a mis en perspective l'urgence de donner aux classes moyennes une place de plus en plus prépondérante dans la société marocaine, l'année 2009 a connu de nombreux débats sur cette catégorie de la population. Dans ce sens, la direction a contribué activement à ces débats puisque la DEPF a été chargée de mener une réflexion sur l'identification des classes moyennes au Maroc et de coordonner les actions proposées par les différentes Directions du Ministère visant la promotion de ces classes.

Afin de déterminer ces classes moyennes, un benchmark des expériences internationales en matière des classes moyennes a été établi en vue de proposer une définition appropriée pour le cas du Maroc et de déterminer les critères qui permettent de les définir.

Par ailleurs, et sur la base d'une approche méthodologique applicable sur les données de l'Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des Ménages (ENCDM 2006-2007), un plan de travail a été mis en place permettant d'élaborer une plateforme de discussion sur la méthodologie à adopter, ainsi que d'arrêter les critères d'identification des « classes moyennes » et d'appliquer la méthode adoptée sur les données de l'ENCDM, de la CNSS et de la PPR.

Ce travail a été couronné par un document consolidé qui a pris en compte les contributions de certaines Directions du Ministère, notamment la DB, la DD, la DAPS, la

DGI et la DTFE. Toutefois, les différentes actions proposées dans ce document pour promouvoir la situation des classes moyennes n'ont pas fait l'objet d'une étude de l'évaluation d'impact ce qui constitue un objectif à atteindre pour l'année prochaine.

8. Appréciation de la dynamique régionale

Aujourd'hui, dans un environnement international difficile et fortement perturbé, le modèle de croissance marocain nécessite, plus qu'avant, une gestion alternative prenant appui sur la Région en tant que cadre approprié au développement et sur la régionalisation en tant que mode adapté de gestion et d'action.

Le paradigme du développement régional consiste alors à créer un équilibre territorial pour que les citoyens bénéficient de conditions d'accès équivalentes aux services publics et avoir les mêmes chances de promotion sociale.

Considérée comme un domaine fécond pour le développement économique et social et un espace pour la réflexion et la planification, la région se trouve à la quête d'une nouvelle vision de gestion du développement dans ses desseins, sa gouvernance, ses instruments et son arsenal conceptuel, ce qui lui permettrait de s'abreuver au plus près des besoins réels des populations.

La Direction des Etudes et des Prévisions Financières (DEPF), de part ses attributions d'éclairage et de veille au sein du Ministère de l'Economie et des Finances, a contribué en 2009 à ce chantier fondateur du développement régional, préalable pour la construction d'un modèle de développement moderne et probant.

En effet, la DEPF a poursuivi, en cours de l'année 2009, l'élaboration des monographies régionales. Par la suite, elle a entamé une série d'analyses d'un ensemble d'indicateurs socio-démographiques et économiques ayant pour objectif de dresser une typologie des régions. Ces analyses ont été approfondies et affinées en portant le degré d'analyse à la sphère sectorielle et plus particulièrement aux sources des inégalités intra et interrégionales dans la productivité industrielle. Elles ont touché également la question de spécialisation et de concentration industrielles qui a pour objet d'évaluer les atouts et les faiblesses des industries de transformation régionales et ce, à travers trois indices reflétant la concentration régionale et sectorielle, la spécialisation régionale et la spécificité sectorielle.

En outre, la DEPF a mis l'accent sur la contribution sectorielle des régions à la création de la richesse nationale, l'appréhension de la spécialisation sectorielle relative et l'établissement de la relation entre les effets de la croissance et le niveau de la pauvreté des populations au niveau des régions.

Economie territoriale : Etudes monographiques des régions économiques

L'évaluation et le suivi de l'état du développement régional dans le contexte actuel s'avèrent indispensables pour la réussite des politiques macroéconomiques et sectorielles. Ce suivi passe inexorablement par l'analyse des indicateurs socioéconomiques régionaux.

Dans ce sens, la Direction a poursuivi la réalisation des monographies régionales. Il s'agit de :

- *La région de Rabat - Salé - Zemmour - Zäir : Potentiels, contraintes et perspectives de développement.* L'objectif est de décrire l'état des lieux de la situation économique et sociale de la région, tout en mettant en exergue les potentiels humain, économique et naturel pouvant lui offrir des perspectives d'un développement multidimensionnel et intégré et de dégager les contraintes qui entravent le développement de la région pour y faire face en adoptant des mesures pérennes et adaptées.
- *La région de Marrakech - Tensift - AlHaouz : Potentialités socio-économiques et voies de l'essor économique.* L'objet de cette note est d'identifier les principaux avantages socioéconomiques et les principales contraintes qui pourraient entraver les perspectives d'un développement intégré et dynamique de la région.

Analyse prospective de la spécialisation et de la concentration industrielle des régions

Le contexte économique international marqué par une compétitivité accrue ainsi que les nouvelles orientations économiques et politiques du pays concourent à conférer aux régions davantage de responsabilités en matière de développement et de gestion locale. Par conséquent, la région s'affirme en tant qu'acteur privilégié dans la construction d'un système productif national efficient et efficace. C'est ainsi qu'une connaissance approfondie de la dynamique des régions, de leurs spécificités et de leurs potentiels est devenue une nécessité impérieuse.

A cet égard, la Direction a procédé à l'étude de la diversification du système productif régional et de sa sensibilité aux mutations économiques à travers l'appréciation des niveaux de concentration et de spécialisation des industries de transformation. Cette étude s'est basée sur l'approche emploi compte tenu de la dimension économique et sociale de cet indicateur en cas de prospérité et en cas de crise ainsi que la nature peu capitalistique de l'économie nationale caractérisée par une prépondérance des activités intensives en main-d'œuvre.

Cette action a nécessité le traitement et l'exploitation des données individuelles des entreprises de l'industrie de transformation par région économique et par sous secteur pour l'élaboration de trois indices : indice de concentration sectorielle et régionale, indice de spécialisation et indice de spécificité.

La concentration s'avère importante dans sept secteurs qui contribuent à 42% de l'emploi industriel national. Le cas le plus alarmant est celui de la fabrication de machines et appareils électriques et de la fabrication d'équipements de radio, télévision et communication qui ont des taux d'exportation importants (resp. 62% et 95%), et donc peuvent être influencés par l'activité internationale déclinante. Au niveau territorial, dix régions, qui comptent 84% des entreprises industrielles et 93% d'emploi au niveau national, présentent une concentration importante, en particulier Rabat - Sale - Zemmour - Zaer et Tanger - Tétouan. Les spécialisations les plus importantes sont signalées

également au niveau de Tanger - Tétouan, de Rabat - Sale - Zemmour - Zaer, de Taza - Al Hoceïma - Taounate et de Guelmim - Es Semara.

Ainsi, le secteur de l'habillement et de fourrures est une spécificité de Taza - Al Hoceïma - Taounate, de Rabat - Salé - Zemmour - Zaer et de Fès - Boulemane. Par conséquent, ces régions seront plus affectées par la crise que subit ce secteur face à la baisse de la demande étrangère et la recrudescence de la compétitivité étrangère. Quant au secteur des industries alimentaires, il est une spécificité pour dix des régions du Royaume et ce, compte tenu de la nature domestique de sa production et sa liaison avec le secteur primaire. Par conséquent, une baisse en amont de la production agricole ou un recul du pouvoir d'achat, et donc de la demande intérieure, peuvent être une source de fragilité pour ce secteur et pour la viabilité des régions spécialisées. Enfin, le secteur de fabrication de machines et appareils électriques est une spécificité de Chaouia - Ouardigha et de Tanger - Tétouan. Ce secteur émergent, à forte valeur ajoutée et exportateur peut s'avérer une aubaine pour le développement de ces régions tant qu'il est dynamique.

PIB régional : Contributions des régions dans la création de la richesse nationale

Le besoin en information en termes d'agrégats régionaux s'est ressenti au fur et à mesure que les programmes de relance économique ont pris en compte la dimension territoriale dans leur mise en œuvre (Plan Azur, Plan Emergence, Plan vert, ...). Dans ce sens, et compte tenu de l'absence de comptes régionaux, la Direction a procédé à l'estimation d'un indicateur synthétique qui rend compte de la contribution des régions dans la création de la richesse nationale, en l'occurrence, le PIB régional.

Trois méthodes d'estimation du PIB ont été identifiées. La première, dite ascendante, consiste à agréger les données de base relatives aux unités résidentes dans la région jusqu'à l'obtention du total régional de l'agrégat concerné. La deuxième, dite descendante, part de l'agrégat national qui est ventilé entre les régions moyennant soit une clé de répartition soit une méthode économétrique en deux étapes, dite étalonnage calage, qui prend appui sur le modèle formalisant l'agrégat national en fonction de variables déterminantes. Compte tenu du manque d'information ainsi que des contraintes techniques qui ne permettent pas de monter un système d'information adapté aux exigences de la construction des comptes régionaux, la méthode mixte à dominance descendante a été privilégiée pour l'estimation du PIB des seize régions du Maroc.

La réalisation de ce travail d'estimation du PIB régional a nécessité la mise à jour de la base de données régionale, le traitement des données existantes, le choix des variables pertinentes, le test et l'adoption de la méthode adéquate pour l'estimation des valeurs ajoutées sectorielles.

De l'analyse du PIB par région durant la période 2000-2007 ressort globalement une concentration du PIB national dans trois régions du Maroc à savoir, le Grand Casablanca (19%), Souss - Massa - Daraa (12,2%) et Rabat - Salé - Zémour - Zaer (9,8%). Toutefois, cette concentration a tendance à s'atténuer au cours de cette période en raison des taux de croissance différenciés des PIB régionaux. Le Grand Casablanca a en effet réalisé un taux de croissance parmi les plus faibles (5,5% entre 2000 et 2007) du

Maroc. Par ailleurs, les régions du sud, de Marrakech - Tensift - Al Haouz et de Doukala - Abda ont été les plus dynamiques en réalisant des taux de croissance annuelle moyens de 9%.

Outre la forte concentration spatiale, l'analyse montre une concentration sectorielle plus accentuée en lien avec les potentialités des régions, leurs vocations et leurs structures démographiques. La structure du PIB régional retrace une forte concentration des activités du secteur primaire dans les régions du Souss - Massa - Daraa (32%) et du Gharb - Chrarda - Béni Hssen (18%).

Par ailleurs, le secteur secondaire est particulièrement dominant dans la région du grand Casablanca (32%) malgré l'essoufflement enregistré de son appareil productif, Doukala - Abda (11%) et Tanger - Tétouan (9%) qui réalisent à elles seules plus de la moitié de sa valeur ajoutée. Cette concentration n'est pas aussi importante dans le secteur tertiaire où quatre régions du royaume à savoir le Grand Casablanca, Rabat - Salé - Zémour - Zaër, Souss Massa Daraa et Marrakèch - Tansift - Al Haouz réalisent moins de la moitié de la valeur ajoutée nationale du secteur. L'analyse a mis en exergue une spécialisation sectorielle relative des régions compte tenu de la contribution des différents secteurs à la formation du PIB régional différente d'une région à l'autre. Ainsi, les régions du Gharb - Chrarda - Béni Hssen, l'Oriental, Souss - Massa - Daraâ et Tadla - Azilal sont marqués par une surreprésentation du secteur primaire par rapport au niveau national. Les régions du Grand Casablanca, de Doukala - Abda et de Chaouia - Ouardigha enregistrent quant à eux une surreprésentation du secteur secondaire, spécificité de ces régions.

Ces disparités interrégionales relatives à leurs contributions au PIB national apparaissent également au niveau du PIB/habitant. Ainsi, le PIB/habitant du Grand Casablanca (30.316 dirhams) en 2007 est le plus important suivi du PIB/habitant de la région de Rabat - Zemmour - Zaër (23.668 dirhams) puis de Souss - Massa - Daraâ (23.454 dirhams) contre seulement 8.331 dirhams à Taza - Al Houceima - Taounate (soit 3,6 fois moins que le PIB/habitant dans la région de Casablanca. En outre ces disparités ont tendance à s'atténuer si l'on considère les rythmes différenciés de croissance du PIB/habitant traduisant un effet de rattrapage. Les régions de Marrakèch - Tensift - Al Haouz et de Doukala - Abda ont connu la croissance la plus soutenue du PIB/hab avec un taux annuel moyen de 8% contrairement aux régions du Gharb - Chrarda - Béni Hssen et du Grand Casablanca où elle a été la moins remarquable (3% et 4% respectivement durant la même période).

PARTIE III : DEVELOPPEMENT DES PROJETS D'APPUI

Le développement des projets d'appui s'est poursuivi en 2009 à travers des actions qui ont porté essentiellement sur la redynamisation du processus de programmation stratégique, la consolidation du système d'information, l'affinement des outils de modélisation et de prévision ainsi que la modernisation de la gestion des ressources humaines dans le cadre d'une vision prospective de modernisation.

1. Mise en place du Système Intégré de Gestion et d'Evaluation des Projets (SIGEP)

En vue d'avoir une visibilité sur les chantiers de réformes à moyen et à long terme, le Ministère de l'Economie et des Finances poursuit la mise en place des mécanismes de programmation stratégique et d'évaluation de ses projets à travers un nouveau chantier relatif à la mise en place d'un Système Intégré de Gestion et d'Evaluation des Projets (SIGEP). Ce projet a été lancé avec une contribution financière du Fonds de Modernisation de l'Administration Publique (FOMAP) à hauteur de 50% du budget « estimé ».

La Mise en place d'un système d'information et de gestion et d'Evaluation des projets « SIGEP » permettra d'atteindre plusieurs objectifs, à savoir : la structuration des projets et la planification des différentes phases y afférentes, l'optimisation des ressources humaines et matérielles, la mobilité des cadres au profit des projets prioritaires tout en permettant de faire un suivi et d'évaluer en temps réel la charge de travail attribuée à chaque cadre ainsi que l'édition des tableaux de bord, des états de reporting et des supports du pilotage et d'aide à la décision.

La solution Up Manager Stream est la solution proposée pour assurer le suivi et le pilotage du projet durant toutes les phases. Elle englobe deux principaux modules, il s'agit de « UP Manager Stream » pour le volet Planification et suivi des projets, et le module « Up Manager Planest » dédié au montage financier et étude de faisabilité des projets.

Les Principales Fonctionnalités offerte par la solution consistent en la prise en compte des études préalables du projet, la planification et le pilotage réguliers des réalisations en sus de la génération des tableaux de bord.

Avec une implication de l'ensemble des directions du Ministère, la première phase du projet, phase d'organisation, a été réalisée. Elle a été caractérisée par la tenue d'un ensemble d'ateliers de convergence qui ont porté essentiellement sur le « Suivi, Pilotage et Evaluations des projets », le « montage financier et l'Etude de faisabilité » et les « Etats et Tableaux de Bord ».

2. Collecte de l'information et mise à jour de la banque de données MANAR

L'action de collecte de l'information et de mise à jour de la banque de données MANAR est une action qui se fait en permanence, car il s'agit d'assurer la continuité d'un patrimoine informationnel qui remonte à près de 12 mille séries dont 2139 sont infra-

annuelles. L'objectif étant de répondre efficacement aux orientations de la Direction et satisfaire les besoins informationnels, de plus en plus exigeants en termes de qualité et de timing.

Ainsi, l'exploitation de l'information collectée et mise à jour permet aux différents cadres de la Direction d'affiner davantage leurs travaux, de développer des indicateurs statistiques plus élaborés et plus performants.

Le développement permanent du contenu informationnel de MANAR ainsi que les bases de données octroyées de la part des différents partenaires de la Direction accentue la nécessité d'améliorer la qualité de l'opération d'alimentation et de mise à jour de la banque de données MANAR, notamment à travers l'automatisation et l'adoption des prototypes d'échange d'information.

Traitement et génération des tableaux de bord

Le traitement de l'information est une étape continue et essentielle dans l'alimentation et la mise à jour de la banque de données MANAR. Il consiste à effectuer des traitements d'harmonisation des séries, en cas de changement de structure ou de définition, et des calculs d'indicateurs demandés par les utilisateurs.

Concernant la génération des tableaux de bord, l'année 2009 a été marquée par l'élaboration d'un nouveau tableau de bord de suivi de la crise décrivant l'évolution des principaux indicateurs de la conjoncture. Le service a, également, continué l'édition et la mise à jour des tableaux de bord suivants :

- Tableau de bord mensuel : Edition régulière à la fin de chaque mois.
- Tableau de bord de la conjoncture internationale : Edition régulière à la fin de chaque trimestre.
- Tableau de bord social : finalisé en septembre 2009.
- Tableau de bord du suivi de la crise : édité à chaque CVS
- Tableau de bord des principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux : diffusé au sein du parlement en arabe et en français
- Tableau de bord macro-économique : en cours d'exécution
- Tableau de bord des finances publiques : en cours d'exécution
- Tableau de bord sectoriel : en cours d'exécution.

3. Perfectionnement des outils de simulations des politiques économiques

Durant l'année 2009 la Direction des Etudes et des Prévisions Financières a procédé à l'utilisation de la maquette macroéconomique annuelle MANAPS, de type agrégé, pour l'élaboration des prévisions économiques des principales variables macroéconomiques à court et moyen termes et l'analyse des effets des chocs exogènes sur l'économie nationale. Par cette démarche, un scénario de prévision du cadre macroéconomique a été réalisé sur la période 2008-2012.

D'un autre côté, des variantes analytiques ont été élaborées à l'aide de la maquette MANAPS. Ces variantes ont pour objet d'illustrer les ordres de grandeurs associés aux différents aléas qui pourraient nourrir quelques inquiétudes quant à l'évolution de l'activité économique au Maroc au cours des années à venir. Ces aléas sont liés, notamment, aux retombées de la crise financière mondiale sur l'économie nationale. Il s'agit des impacts de l'affaiblissement de la demande étrangère adressée au Maroc, du relâchement des cours internationaux du baril de pétrole, du recul des transferts des marocains résidents à l'étranger et du repli de l'activité touristique.

Parallèlement aux travaux techniques de modélisation, le guide d'utilisation de la maquette et son rapport de présentation ont été élaborés. Ce rapport présente l'architecture théorique de la maquette MANAPS, son mécanisme de fonctionnement, les résultats des estimations de ses principales équations et les réponses en termes d'impacts de politiques économiques et de chocs exogènes.

De plus, et suite à la publication des comptes nationaux révisés sur la période 1990-2007, la DEPF a entamé la mise en place d'une nouvelle maquette de prévision et de simulation d'impacts. Cette Maquette Intégrée Macroéconométrique de Projection et d'Analyse des Simulations (MIMPAS) tient compte de certaines spécificités et caractéristiques de l'économie nationale, dont notamment celles liées à la désagrégation sectorielle (secteur agricole, marchand non agricole et administrations publiques) en termes de valeur ajoutée, d'emploi et de revenu. Elle introduit également une nouvelle approche d'estimation de la valeur ajoutée agricole et une décomposition plus fine du comportement des flux des échanges extérieurs. Une endogénéisation partielle du marché de la monnaie et du crédit a été aussi effectuée. Cette modélisation a porté sur les taux d'intérêt, l'offre et la demande de monnaie ainsi que l'effet de ces variables sur l'investissement et leur articulation avec le solde de la balance globale des échanges extérieurs et le besoin de financement de l'Etat.

4. Modernisation de la gestion des ressources humaines

4.1. La Formation

La formation constitue l'une des priorités de la Direction. Au cours de l'année 2009, 56 actions de formation ont été réalisées au profit de 67 bénéficiaires (22 responsables et 45 cadres) soit un taux d'accès moyen de l'ordre de 67% pour un total de 656 Jours/Hommes/Formation. Avec un nombre moyen de participation par cadre de 3,9 et une durée moyenne de formation par participant est de 10 jours.

Par sexe, durant l'année 2009, 35 femmes (30 cadres et 05 responsables) soit 52 % des participants ont bénéficié de 342 JHF, contre 32 hommes (15 cadres et 17 responsables) qui ont bénéficié de 315 JHF. Ainsi, le taux d'accès à la formation des femmes de la DEPF est très satisfaisant, de l'ordre de 65%, c'est le taux le plus élevé par rapport à toutes les directions centrales du MEF.

Par axe de formation, la DEPF s'est investie principalement dans des axes de formation afférents à l'économie et finances, les systèmes d'information, audit et contrôle de gestion, management et gestion des ressources humaines.

4.2. Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences

Conscient de l'intérêt de l'approche gestion des emplois, des effectifs et des compétences (GEPEC), la DEPF l'a inscrit comme priorité dans le cadre de son Plan d'Action Opérationnel au titre de l'exercice 2009.

La démarche adoptée est déclinée en trois grandes étapes. Elle consiste en l'examen de l'organisation opérationnelle du travail à travers le diagnostic des attributions de la Direction selon la structure de l'organigramme, l'élaboration de fiches de description des postes sur la base des activités recueillies, l'analyse des besoins et des écarts en effectifs et compétences